

France

25/04/2025

Les industriels français optimistes, malgré la guerre commerciale

Malgré le contexte de guerre commerciale, le climat des affaires en France a bien résisté en avril. Cependant, les perspectives de rebond économique restent limitées.

Moins grave que prévu

Le climat des affaires s'est établi à 96 en France en avril, en légère baisse de 1 point par rapport au mois précédent. Bien que le climat des affaires soit toujours dégradé, la détérioration ne s'est pas fortement accentuée malgré la guerre commerciale et l'augmentation de l'incertitude concernant les perspectives économiques mondiales.

Contre toute attente, [et comme observé en Allemagne](#), les industriels sont nettement plus optimistes qu'ils ne l'étaient le mois passé. Le climat des affaires dans l'industrie s'est établi à 99 en avril, contre 96 en mars, avec une hausse visible dans toutes les composantes de l'indicateur. Les carnets de commande sont en hausse, tout comme les perspectives de production et la production passée. Seule l'incertitude ressentie a augmenté, mais pas énormément, même si l'enquête a été réalisée au début du mois d'avril, au moment où les droits de douane supplémentaires aux États-Unis ont été annoncés. Les entreprises industrielles françaises semblent donc relativement détendues, en contraste avec les inquiétudes sur les marchés financiers. C'est surprenant compte tenu de l'impact considérable que pourraient avoir les droits de douane supplémentaires sur les perspectives européennes et françaises dans les prochains mois. Nous estimons que la prise en compte du nouveau contexte mondial se répercutera progressivement dans les indicateurs français et que le risque d'une baisse du climat des affaires dans les prochains mois est important. En effet, la guerre tarifaire de Donald Trump va conduire à un ralentissement de l'économie mondiale, ce qui se matérialisera par une baisse de la demande à laquelle font face les entreprises françaises.

En avril, le climat des affaires s'est également légèrement amélioré dans le secteur des services, tout en restant inférieur à sa moyenne de longue période. En revanche, il s'est nettement détérioré dans le commerce de détail et d'automobiles, en raison d'une baisse des perspectives d'activité et des intentions de commande, et légèrement dans la construction.

Un ralentissement de la croissance attendu

La combinaison des derniers indicateurs de confiance et des données d'activité disponibles suggère que l'économie française a légèrement rebondi au cours du premier trimestre de l'année après s'être contractée de 0,1 % au quatrième trimestre de 2024. Néanmoins, les droits de douane supplémentaires et leurs impacts directs et indirects retarderont le rebond. L'incertitude, le ralentissement économique mondial et la politique budgétaire plus restrictive pèseront sur l'activité économique française tout au long de l'année. Dès lors, l'économie française risque de rester proche de la stagnation, avec une croissance trimestrielle probablement entre 0 % et 0,1 % au cours des deux premiers trimestres, avec des risques orientés à la baisse. Pour l'ensemble de 2025, nous tablons sur une croissance du PIB de 0,4 % et de 0,8 % en 2026.5.

Charlotte de Montpellier
Senior Economist
Charlotte.de.Montpellier@ing.com
+32 473 63 49 28

Clause de non-responsabilité

Cette publication a été préparée par la division d'analyse économique et financière de ING Bank NV, succursale en France ("ING") exclusivement à titre d'information, sans tenir compte des objectifs d'investissement, de la situation financière ou des moyens d'un utilisateur en particulier. Les informations dans cette publication ne constituent ni une recommandation de placement, ni un conseil fiscal, juridique ou en investissement, ni une offre ou une incitation à acheter ou vendre des instruments financiers. Même si toutes les précautions ont été prises pour assurer que les informations contenues dans ce document ne soient ni erronées, ni trompeuses au moment de la publication, ING ne peut en garantir ni l'exactitude ni l'exhaustivité. ING ne peut être tenue pour responsable d'éventuelles pertes directes ou indirectes pour donner suite à l'utilisation de cette publication. Sauf indication contraire, les opinions, prévisions ou estimations sont uniquement celles du ou des auteurs à la date de la publication et peuvent être modifiées sans préavis.

La distribution de cette publication peut faire l'objet de restrictions légales ou réglementaires dans certaines juridictions et les personnes qui entrent en possession de celle-ci doivent se renseigner à propos de ces restrictions et les respecter.

Cette publication est soumise à la protection du copyright et des droits des bases de données et ne peut être reproduite, distribuée ou publiée par quiconque, quel que soit l'objectif, sans l'accord préalable de ING. Tous les droits sont réservés. L'entité juridique responsable de la publication (nom de l'entité juridique locale) est agréée par la banque centrale néerlandaise et est supervisée par la Banque centrale européenne (BCE), la banque centrale néerlandaise (DNB) et l'autorité des marchés financiers néerlandaise (AFM). ING Bank N.V. est enregistrée aux Pays-Bas (n° 33031431 au registre commercial d'Amsterdam). (Ajouter le régulateur local. Vérifier s'il doit aussi être fait référence à la DNB et à la BCE. Vérifier si les références aux autorités britanniques et américaines peuvent être supprimées vu que le rapport local ne sera pas publié en anglais).

Au Royaume-Uni, cette publication est approuvée et/ou communiquée par la succursale londonienne de ING Bank N.V. (ING Bank N.V., London Branch). ING Bank N.V., London Branch, est assujettie, de façon restreinte, à la réglementation de la Financial Conduct Authority (FCA). ING Bank N.V., London branch, est enregistrée en Angleterre (n° BR000341) à 8-10 Moorgate, London EC2 6DA.

À l'attention des investisseurs américains : toute personne qui souhaite discuter de cette publication ou effectuer des transactions dans un titre mentionné dans ce document doit prendre contact avec ING Financial Markets LLC, qui est membre de la NYSE, la FINRA et la SIPC et qui fait partie de ING, et qui a accepté la responsabilité de la distribution de ce document aux États-Unis conformément aux dispositions en vigueur.